

**Présidente du Parlement européen, Roberta Metsola**  
*Allocution à la réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement*  
*Nicosie (Chypre), le 24 avril 2026*

Merci, Monsieur le Président Costa, et merci, Monsieur le Président Christodoulides, d'avoir organisé cette discussion et d'être nos chefs de file en ces temps difficiles.

Bonjour à toutes et à tous.

J'ai trois points à faire valoir aujourd'hui. Le premier est notre réponse aux conséquences économiques de la crise au Moyen-Orient. Le deuxième porte sur l'évaluation par le Parlement de la feuille de route «Une Europe, un marché» et le troisième concerne le cadre financier pluriannuel.

Mais avant de commencer, je tiens à saluer l'adoption du 20<sup>e</sup> train de sanctions et le déblocage du prêt de 90 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine que le Parlement a voté et promulgué il y a deux mois. Je comprends que notre attention se porte sur le Moyen-Orient, mais dans un monde de plus en plus instable, l'art de gouverner se mesure à la capacité de faire face à une crise sans tourner le dos à une autre. Nous le prouvons chaque jour.

Ce qui m'amène à mon premier point: les prix de l'énergie et le Moyen-Orient.

Le cessez-le-feu prononcé il y a dix-sept jours reste fragile – nous le voyons tous –, mais il crée les conditions permettant d'engager des pourparlers, et il doit tenir. J'ai rencontré le Conseil de coopération du Golfe, dont son secrétaire général, pour offrir le soutien du Parlement européen, et je sais que vous le rencontrerez également, ainsi que des partenaires régionaux, aujourd'hui. Cher Nikos, Chypre est le phare de l'Europe dans la région, et la Présidence chypriote s'avère former un pont crucial vers le Moyen-Orient.

Nous voulons tous la même chose: une fin rapide et durable de la guerre, qui garantisse les droits, la dignité et la liberté du peuple iranien, réponde aux préoccupations concernant le programme nucléaire et de missiles balistiques de l'Iran et le soutien que le pays apporte à des forces auxiliaires, et mette fin aux obstructions dans le détroit d'Ormuz. Nous continuons de voir le régime iranien procéder à des exécutions arbitraires ou emprisonner des dissidents, dont Narges Mohammadi, lauréate d'un prix Nobel, qui a de nouveau été condamnée à sept ans et demi de prison en février. Il est important que toutes ces personnes et leurs familles voient que l'Europe ne les oublie pas.

La liberté de navigation doit être rétablie, et je me félicite de la coalition croissante de partenaires qui coopèrent sur ce front et montrent la capacité de l'Europe à faire face à une crise que nous n'avons pas voulue, mais que nous devons affronter – et, là encore, nous voyons à quel point il est important que nous disposions d'une stratégie claire pour l'article 42, paragraphe 7, dans le cadre de notre boîte à outils européenne en matière de défense et de sécurité.

En ce qui concerne les prix de l'énergie, j'ai vu les propositions de la Commission et je conviens que nous avons besoin d'une aide temporaire et ciblée. Rapidement. Mais lorsque nous agissons pour aujourd'hui, nous ne pouvons pas pour autant renoncer à ce qui fonctionne pour demain. Ne réparons pas ce qui n'est pas cassé.

Les règles de stockage du gaz que nous avons introduites il y a quatre ans ont permis de stabiliser les marchés, de renforcer la confiance et d'améliorer la coopération entre les États membres. Et les mesures que nous avons prises pour diversifier notre bouquet énergétique et réduire notre dépendance portent leurs fruits. Les pays qui résistent le mieux aujourd'hui sont ceux qui disposent de plus d'énergies renouvelables, d'une capacité nucléaire plus forte et d'une moindre dépendance à l'égard du gaz.

Ce n'est pas le fruit du hasard. Cela tient au fait que nous avons pris des décisions délibérées pour nous rendre plus résilients, plus indépendants et moins exposés aux chocs. Notre stratégie à long terme fonctionne. Nous devons garder le cap.

Et pour cela, il faut investir davantage dans les infrastructures. Le Parlement poursuit déjà ses travaux sur le train de mesures sur les réseaux, dont le but est de moderniser nos réseaux afin de favoriser une énergie plus propre et plus décentralisée, et je m'attends à ce que ces travaux aboutissent dans la seconde moitié de l'année. La manière dont ces propositions seront reçues est importante pour le bon fonctionnement du processus législatif.

Cela implique également de garder un esprit ouvert sur la manière dont nous produisons notre électricité. La stratégie de la Commission relative aux petits réacteurs modulaires et aux réacteurs modulaires avancés va dans ce sens. C'est ce pour quoi le Parlement européen a plaidé, et nous sommes prêts à agir rapidement pour le concrétiser.

Deuxièmement: la feuille de route «Une Europe, un marché».

En février, à Alden Biesen, nous sommes convenus que, lors du Conseil européen de mars, nous prendrions des décisions et fixerions des échéances. Nous sommes maintenant au point où les engagements doivent se concrétiser.

Je remercie la Commission et le Conseil pour leur coopération en vue d'achever cette feuille de route. Dans ces circonstances, je pense que nos équipes ont œuvré avec efficacité et rapidité. Le processus aurait pu être mieux mené, mais aussi prendre plus de temps. Certains groupes politiques auraient également souhaité mettre davantage l'accent sur l'investissement, le logement, la numérisation, la dimension sociale et la nécessité de remédier aux blocages nationaux et à la surréglementation.

Cela dit, la feuille de route est ambitieuse, elle renforce notre capacité à résister aux chocs et elle répond à ce que nous avons énoncé dans la déclaration commune. Elle constitue la réponse de l'Europe à ses propres besoins.

En ce qui concerne les dossiers prioritaires de la feuille de route, le Parlement européen fera son travail, et il le fera bien. Mais nous avons également besoin d'espace – et de confiance – pour accomplir correctement notre mission de contrôle démocratique et de légitimité. Avec 720 députés issus de plus de 200 partis politiques, le Parlement européen n'est pas, et ne sera jamais, une simple chambre d'enregistrement.

Nous disposons à présent d'échéances pour les dossiers prioritaires et nous nous engageons à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour les honorer, dans le plein respect du processus législatif – c'est essentiel. Certains dossiers n'ont même pas encore été proposés. C'est là que notre engagement trouve sa limite, car le Parlement européen n'acceptera pas d'être mis sous

pression si les propositions ne sont pas présentées en temps utile ou sont mal rédigées. L'ambition a du bon, mais le réalisme aussi. C'est notre devoir envers les citoyens.

Comme je l'ai déjà dit, la plupart des gens considèrent l'Europe comme un système unique et la jugent sur un aspect uniquement: les résultats qu'elle produit. Nous devons travailler ensemble.

J'en arrive à mon dernier point: le cadre financier pluriannuel.

La semaine dernière, les membres de la commission des budgets du Parlement européen ont approuvé notre position de négociation sur le prochain budget à long terme à une large majorité. La semaine prochaine, ce sera au tour de la plénière de voter. Cela nous permettra d'entamer des négociations avec le Conseil, une fois qu'il aura adopté son mandat. En avril, nous aurons donc notre position, nous saurons ce que nous voulons et nous serons prêts.

Permettez-moi de clarifier deux points avant de continuer. Premièrement, le rapport de notre commission ne remet pas en cause la structure globale du nouveau budget. Nous sommes favorables à ce que l'accent soit mis davantage sur la compétitivité et la défense. En revanche, ce que nous vous demandons, c'est de rester ouverts à l'idée de nouvelles ressources propres. Et deuxièmement, ce n'est pas aux nouvelles générations de payer les dettes du passé. En ce qui concerne NextGenerationEU, nous devons veiller à ce que les remboursements et les intérêts ne rognent pas sur nos ambitions futures. Encore une fois, les mesures à court terme ne devraient pas créer de problèmes à long terme.

Permettez-moi de conclure ainsi: l'Europe ne peut pas aborder une nouvelle ère avec un cadre obsolète. Le budget actuel a été poussé au bord de la rupture par des crises qu'il n'a jamais été conçu pour absorber. Nous avons pu faire avec, mais nous voyons ses limites. Nous ne pouvons pas continuer à faire face à un monde en mutation avec des outils dépassés. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'un budget adapté à sa finalité – apte à produire des résultats au moment et à l'endroit où cela compte le plus.

Je vous remercie.